



Appel de la FSU avant le 1^{er} tour de l'élection présidentielle

La politique menée par Emmanuel Macron a nourri les désespérances, terreau de la progression des idées d'extrême droite. Démantèlement des outils de la démocratie sociale, démantèlement des services publics, gestion catastrophique de la crise sanitaire, atteinte aux libertés individuelles et collectives, politique très restrictive d'accueil des migrant-es, baisse de la fiscalité au profit des plus riches et des entreprises, répression de la contestation sociale, aggravation des inégalités et développement de la précarité ont caractérisé ce quinquennat et nourrissent aujourd'hui la progression des idées d'extrême droite.

En tant que candidat, Emmanuel Macron annonce pourtant vouloir durcir cette politique : report de l'âge légal de départ à la retraite à 65 ans, durcissement des conditions de versement du RSA dans une logique de « primauté des devoirs sur les droits », profonde transformation du système éducatif avec une attaque spécifique contre le collège, contre le recrutement par concours et contre la voie professionnelle, « autonomie » des écoles et des établissements scolaires et renforcement de celle des universités, ce qui signifie plus globalement la volonté de faire exploser tout cadre national du service public, développer les hiérarchies intermédiaires et lier les augmentations de salaires à des contreparties en termes d'accroissement de la charge et du temps de travail, et d'un statut plus précaire.

Le Rassemblement National adopte une stratégie de dissimulation en se présentant comme un « parti respectable » nourri par la colère sociale et qui récupère opportunément les thématiques sociales (retraite, allocation aux adultes handicapés, minimum vieillesse, pouvoir d'achat, « défense » des services publics) ce qui n'est qu'un leurre pour cette extrême droite afin de capter des voix de salarié-es frappé-es par les politiques néolibérales et des choix austéritaires qui se succèdent depuis des années.

Le parti « Reconquête » ne fait pas semblant et ne cache pas ses positions qui reprennent celles du Medef. Son candidat est directement le produit des puissants qui l'ont créé comme personnage médiatique. Profondément misogyne, ses discours induisent un potentiel danger pour les droits des femmes. Obsédé par sa haine des immigré-es et des musulman-es, il essaie de détourner la colère populaire en créant des boucs-émissaires, fantasmant un monde qui n'a jamais existé où les seules différences seraient la couleur de peau ou la religion. Ces deux partis d'extrême droite représentent un danger immense pour la démocratie : ils sont en outre porteurs de graves menaces envers notre société, notamment pour les personnes issues de l'immigration.

Les idées de haine et d'exclusion ne sont malheureusement plus le monopole de ces deux partis d'extrême droite, elles se sont largement diffusées, les droites tentant de rabattre une partie de l'électorat potentiel de l'extrême droite, et participent d'une atmosphère délétère. C'est aussi parce que nos métiers sont au service de l'intérêt général que nous n'acceptons pas de voir les objectifs de justice sociale et d'égalité remis en cause par la diffusion des idées d'extrême droite : que ce soit dans les services publics ou dans les entreprises privées, nous voulons travailler à l'égalité de traitement, à l'émancipation, au vivre ensemble, pas à la division et à l'exclusion.

La FSU appelle donc d'une part à se saisir du moment électoral pour que partout, ses revendications s'expriment et soient prises en compte par les candidat-es, sur la base du manifeste qu'elle a publié et qui porte entre autres plusieurs urgences incontournables : investissements dans les Services Publics, retraite à 60 ans à taux plein, égalité femmes-hommes dont l'égalité salariale, politique d'accueil de tou-ttes les réfugié-es, changement de politique économique et sociale pour faire face à l'urgence climatique.

D'autre part, la FSU appelle à aller voter massivement au 1^{er} tour de l'élection présidentielle le 10 avril 2022. Nous avons besoin que les idées et revendications du monde du travail que nous représentons se fassent entendre aussi dans les urnes. Pas une voix ne doit se porter pour l'extrême droite !

Dans ce contexte, la FSU avant comme après les élections, poursuivra ses mobilisations et ses combats.

Elle appelle à tout faire d'ici l'élection en tant que citoyen-nes et militant-es, et au moment de l'élection en tant qu'électrices et électeurs, pour que les politiques néolibérales visant notamment à réduire les services publics ou à les détruire et plus encore les projets d'extrême droite, soient battus.